

L'interview de la semaine Paraît chaque samedi

Jean Tirole, professeur d'économie et président de la Fondation Jean-Jacques Laffont/Toulouse Sciences économiques

«L'Europe du Sud n'aurait pas besoin d'austérité si elle menait des réformes redonnant confiance»

Propos recueillis par
Frédéric Lelièvre TOULOUSE

Jean Tirole revient à Lausanne. Le professeur d'économie de l'Université de Toulouse recevra le doctorat honoris causa jeudi 30 mai, à l'occasion des 25 ans du Département d'économie et d'économétrie politique de la Faculté HEC de l'Université de Lausanne, et d'une manifestation organisée en partenariat avec *Le Temps*. Jean Tirole revient car il a enseigné à Lausanne au début de sa carrière, dans les années 1980. Il nous a reçu dans son bureau, installé dans une ancienne manufacture de tabac, située au centre de la ville rose.

Le Temps: L'Europe paraît impuissante face à la montée du chômage, au Sud en particulier. Quelles solutions l'économiste que vous êtes peut-il proposer?

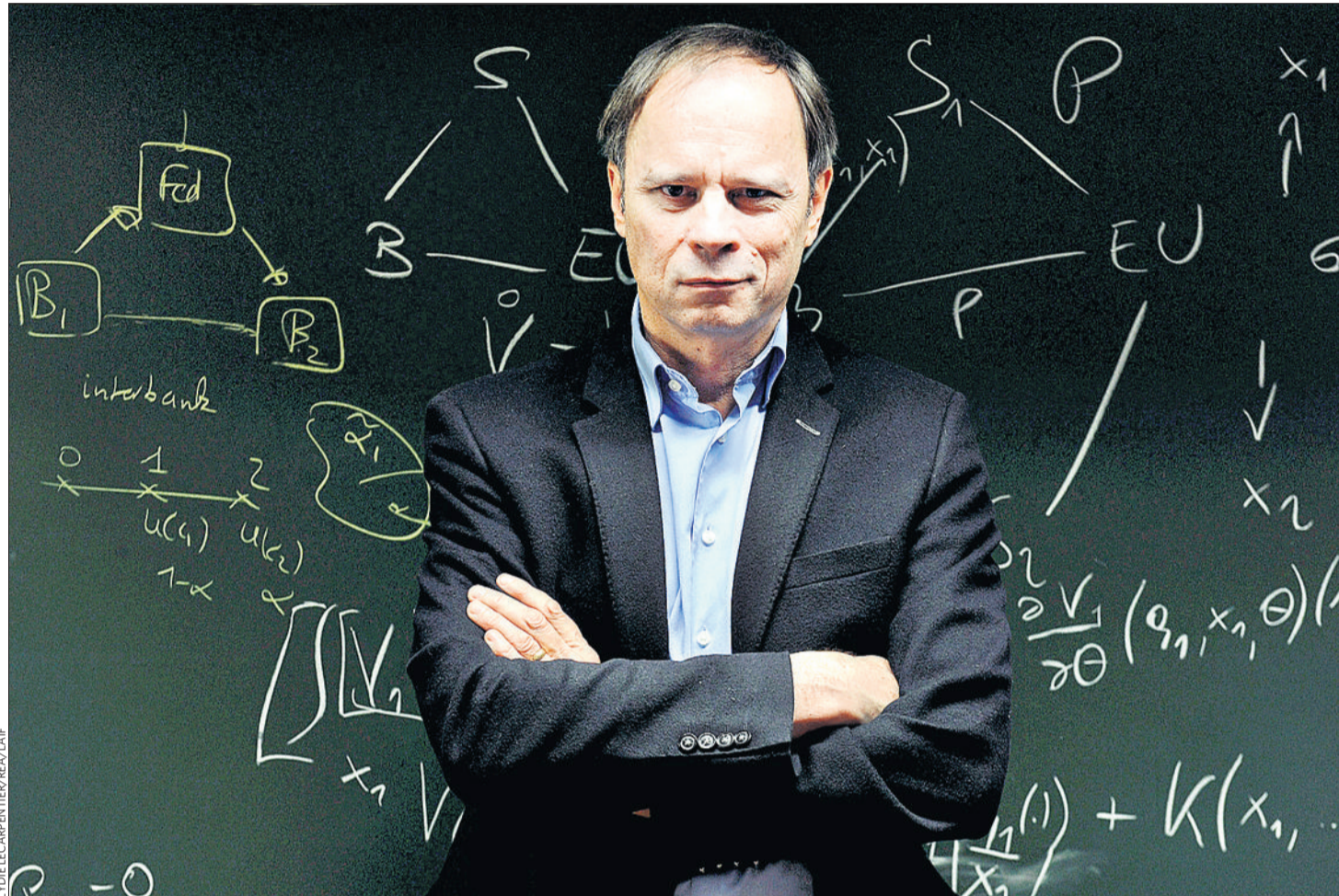
Jean Tirole: Il faudrait au minimum réformer les institutions européennes, qui sont trop faibles. La discipline budgétaire est nécessaire, mais, à court terme, elle peut être contre-productive si elle est trop brutale. L'Europe du Sud, et je mets la France dans cet ensemble, manque surtout de visibilité sur les transformations structurelles; elle doit en particulier empocher ce problème numéro un qu'est le marché du travail, sans quoi elle va sacrifier toute une génération de jeunes, actuellement au chômage ou au mieux dans des emplois précaires ou subventionnés.

– La France est-elle vraiment en difficulté? Les investisseurs continuent de lui faire confiance en lui prêtant à des taux historiquement bas...

– Il faut d'abord souligner le manque d'alternative. Les obligations allemandes produisent des rendements négatifs. La France sert peut-être encore de valeur refuge, mais cette situation est fragile. Ses fondamentaux sont meilleurs, mais pas si éloignés de ceux de l'Espagne et de l'Italie. Que l'un de ces deux pays se retrouve en difficulté, et la pression monétaire sur la France.

– La France, plus que d'autres pays, reste étonnante dans son refus de l'économie de marché. N'est-ce pas au cœur de ses problèmes?

– Il y a effectivement une vision, à gauche comme à droite, selon laquelle l'Etat est là pour organiser la vie de chacun. Dans un article écrit avec un collègue¹, nous sommes partis de l'attitude des Américains et des Français face à la réussite. Aux Etats-Unis, même parmi les plus pauvres – ce qui est étonnant –, le succès est



Jean Tirole: «Omniprésent, l'Etat français est en même temps très faible. Aucun homme politique n'ose s'opposer aux groupes d'intérêt.» ARCHIVES

jugé majoritairement comme le résultat du travail, de l'effort, bref, il est mérité. En France, au contraire, il est suspect. Cette attitude influence la politique sociale de l'Etat. Plus on croit au mérite, moins on redistribue. L'absence d'Etat providence incite à croire (à tort ou à raison) en les mérites de l'effort, seul sésame dans une société peu redistributive. Les Français ont parfois de bonnes raisons de ne pas croire au mérite, quand ils observent par exemple le grand nombre de niches fiscales, les professions fermées ou le système éducatif favorable aux classes aisées et aux initiés. Cependant, aucun homme politique ne se risque à faire des réformes car les bénéfices pour la collectivité seront vite oubliés, et il devra faire face à une contestation des lobbies dans la rue; elle très visible. Le marché du travail n'échappe pas à ce diagnostic: les jeunes ne décrochent pas de contrat durable parce que le CDI est trop protégé. Une réforme, timide, vient bien d'être adoptée, mais sur le fond le problème reste.

– C'est-à-dire?

– Il y a dix ans, avec Olivier Blanchard, qui était alors au MIT et pas encore au FMI, nous avons fait plusieurs propositions. Le système actuel préfère protéger les em-

ploiés plutôt que les salariés. Il protège, par exemple, des postes dans la sidérurgie alors qu'il faudrait accompagner les personnes actives dans ce secteur vers d'autres activités. Nous avons proposé d'appliquer le principe du pollueur-payeur. L'entreprise devrait avoir la flexibilité de licencier (un principe admis en Europe du Nord), mais payer une taxe de licenciement, l'Etat ne se mêlant donc pas de sa gestion. Les gens ne comprennent souvent pas ce qui se passe, sans doute parce que les économistes ne communiquent pas assez. Les journalistes ont aussi leur part de responsabilité. Ils font les gros titres sur les plans sociaux, et les drames humains qu'ils provoquent, qui bien sûr sont réels, mais ne représentent qu'une petite partie du chômage. Cependant, le système ne permet pas de créer des emplois; de cela, on ne parle pas.

– Revenons à l'Europe. A-t-elle trop misé sur l'austérité, suivant des enseignements d'économistes comme Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, dont on vient pourtant de montrer que les travaux comportaient des erreurs?

– Tout d'abord, il est sain de refaire les calculs des autres, cela fait partie du débat académique normal. Ensuite, leur travail a porté sur des données internatio-

nales qu'il est toujours difficile de comparer; cela limite la portée des conclusions que l'on peut en tirer. On a accordé trop de poids à leur résultat, et à ce chiffre magique qui voit un danger dès lors que la dette d'un pays dépasse 90% de son produit intérieur brut. L'Argentine s'est retrouvée en grande difficulté à un taux de 60%, le Japon a dépassé les 200% et pourtant n'est pas (encore) en crise de confiance. D'autres facteurs ont leur importance, comme la capacité à lever l'impôt, le taux d'épargne, les perspectives de croissance économique ou encore la démographie. Ce qui reste vrai en revanche, c'est que plus la dette est élevée, plus la situation devient problématique et plus grande est la probabilité de chocs auto-réalisateurs.

– Comment?

– Si les marchés prennent peur quant à la solvabilité d'un pays, ils demandent des taux d'intérêt plus élevés. Cette augmentation accroît le poids du remboursement de la dette, et rend effectivement son remboursement moins probable, «justifiant» les anticipations du marché.

– De quelles institutions ou changements structurels l'Europe a-t-elle besoin pour rétablir ou maintenir cette crédibilité?

– J'ai corédigé un rapport à ce sujet pour le Conseil d'analyse économique². L'Europe doit mener à bien trois chantiers. L'union bancaire est le premier d'entre eux. Si les banques espagnoles ont un problème, l'Etat espagnol est aussi en difficulté, et rapidement la zone euro égale-ment. La réponse doit donc être européenne. En outre, la régulation des banques ne peut se faire au niveau des Etats car le secteur peut y exercer trop d'influence. Les politiques aussi. Ils vont par exemple se réjouir d'une bulle immobilière parce que leurs électeurs deviennent propriétaires et se sentent riches alors qu'en réalité ils préparent une bombe à retardement. Sur ce dossier, l'UE est au milieu du gué. Les résistances restent nombreuses. L'Allemagne n'y échappe pas, elle qui voulait exclure ses Landesbanken de l'union bancaire. Ce qui n'est pas sérieux. Les principaux régulateurs doivent avoir un statut européen, même s'ils sont localisés à Madrid, Paris ou Amsterdam, pour être sûr qu'ils transmettent l'information à la BCE. Bref, il faut un transfert de souveraineté.

– Y ajoutez-vous l'union budgétaire, sorte de fédéralisme dans les dépenses?

– Oui, c'est le deuxième chantier. Mais il est difficile à mettre en œuvre car nous ne sommes plus derrière le voile de l'ignorance: une union budgétaire impliquerait des transferts prévisibles, du Nord vers le Sud, ce qui sera difficilement accepté par les peuples, Allemands en tête. A défaut, la zone euro a besoin d'un contrôle budgétaire indépendant. Des experts reconnus devraient pouvoir donner leur avis, ou contraindre les gouvernements à revoir leurs hypothèses de croissance.

– Tout cela ne répond pas aux problèmes des jeunes...

– Voilà justement le troisième chantier, le marché du travail. L'Europe peut faire quelque chose. Elle pourrait par exemple

Destin français

Dans une France réputée pour son centralisme, Toulouse s'est lancée il y a plus de 30 ans dans la construction d'un centre de recherche en économie d'ambition internationale. A l'initiative d'un enfant du pays, Jean-Jacques Laffont. Cet économiste français a quitté les Etats-Unis, où il enseignait, pour être «acteur de son destin», rappelle Jean Tirole. En 1991, cet autre Français a lui aussi renoncé à son poste de professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology pour poursuivre cette «ambition d'entrepreneur». Avec plus de cent publications scientifiques et plusieurs ouvrages à son actif, Jean Tirole, 60 ans cette année, a été classé au milieu des années 2000 parmi les dix économistes les plus cités dans le monde, peu après l'Américain Joseph Stiglitz. Ses domaines de recherche portent notamment sur l'économie industrielle, la réglementation, la banque et la finance ou encore les relations entre économie et psychologie. **F. L.**

créer un contrat de travail européen qui soit un CDI avec une importante flexibilité de licenciement. Il faudrait des incitations fiscales à la création de ce type d'emploi. Un fonds européen pourrait y être consacré. Y a-t-il la volonté pour le faire? Ce type de réforme redonnerait confiance aux marchés et dans l'avenir des pays. Nous n'aurions pas alors forcément besoin d'austérité, même si, à terme, une réforme de l'Etat à la suédoise est nécessaire. C'est aussi aux peuples de se prendre en main.

– La volonté, on la trouve dans la chasse aux évadés fiscaux!

– Cela ne résout aucun des problèmes que nous avons évoqués, mais c'est à la fois éthique et symbolique pour aider les populations à accepter de faire des efforts.

– Y voyez-vous aussi un manque de pragmatisme face à ce que pourrait rapporter rapidement une forme d'amnistie?

– En France, l'amnistie ne fait pas partie de la culture. Il y a une forme de dualité: on veut que l'Etat apporte tout, mais on ne lui fait pas confiance. Omniprésent, l'Etat français est en même temps très faible. C'est fascinant. Aucun homme politique n'ose s'opposer aux groupes d'intérêt. L'intérêt public a en partie quitté le radar. Prenons le cas de l'amnistie. Il faudrait dire: on en fait une pour faire rentrer les capitaux, tout en annonçant qu'il n'y aura plus et que la lutte contre la fraude sera très sévère à l'avenir. Cependant, les Français n'ont pas confiance dans leurs hommes politiques pour à la fois traquer durement la fraude, et ne pas faire une nouvelle amnistie dans quelques années.

1. «Belief in a just world and redistributive politics», The Quarterly Journal of Economics, volume 121, No 2, mai 2006

2. «Compléter l'euro», Conseil d'analyse économique, No 3, avril 2013

«Les taux bas nécessaires mais regrettables»

> Jean Tirole estime que les taux des banques centrales préparent la prochaine crise

Le Temps: La surveillance financière a-t-elle progressé depuis la crise?

Jean Tirole: Oui. Il y a plus d'exigences de solvabilité; la Suisse est en pointe dans ce domaine. Il y a aussi un début de meilleure prise en compte de la liquidité, ce que les économistes demandaient

depuis longtemps. En revanche, les marchés de produits dérivés continuent de manquer de transparence. Le régulateur comprend toujours mal ce qui s'y passe, une information pourtant essentielle pour protéger les contribuables.

– Soutenez-vous l'idée de couper les banques en deux, en séparant activités d'investissement et de détail?

– Oui, d'un point de vue logique, mais j'ai de forts doutes d'un point de vue pratique. Prenez la banque de détail. Elle peut pren-

dre des risques, dans l'immobilier par exemple, et chercher à se couvrir, grâce à des opérations de banque d'investissement. C'est d'ailleurs ce que faisait «la baleine», le trader qui a provoqué une perte importante chez JPMorgan à Londres. Il est donc très difficile de distinguer ces deux types d'activité.

– Comme Hans Werner Sinn, l'économiste allemand de l'Ifo, condamnez-vous les politiques de bas niveau des taux d'intérêt des banques centrales?

– Non, mais oui. Les taux bas sont à la fois nécessaires et regrettables. Nécessaires parce qu'ils permettent de gagner du temps, qu'il faudrait mettre à profit pour accomplir les réformes structurelles. Regrettables parce qu'ils préparent la prochaine crise en encourageant les institutions financières à emprunter à court terme, ce qui fragilise leur bilan. Sans compter que ces taux bas constituent une subvention énorme des épargnants vers le système financier dans son ensemble. **Propos recueillis par F. L.**